

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDES MONO-ATTRIBUTAIRE DE SERVICES RELATIF A L'ACHAT DE PRESTATIONS DE PROFESSIONNALISATION DES FORMATEURS DE LA CHAMBRE DES METIERS DE NOUVELLE-AQUITAINE**

Procédure adaptée

En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**  
**MARCHE N° 2024-109**  
**2 LOTS**

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES**

**Mardi 7 janvier 2025 à 12H00**

## **Table des matières**

<b>ARTICLE 1 -</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 -</b>	<b>DURÉE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 -</b>	<b>PROCÉDURE DE PASSATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 -</b>	<b>ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5 -</b>	<b>DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 6 -</b>	<b>ENVOI DES PROPOSITIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 7 -</b>	<b>DÉLAI DE VALIDITÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 8 -</b>	<b>GROUPEMENTS D’OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 9 -</b>	<b>SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 10 -</b>	<b>PRÉSENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 11 -</b>	<b>PRÉSENTATION DU DOSSIER D’OFFRE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 12 -</b>	<b>VARIANTES – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 13 -</b>	<b>CRITÈRES D’ATTRIBUTION ET CHOIX DE L’OFFRE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 14 -</b>	<b>ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 15 -</b>	<b>PERSONNES À CONTACTER POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 16 -</b>	<b>LITIGES ET DIFFÉRENDS .....</b>	<b>9</b>

---

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

---

**Objet des services :** Accord-cadre pour l'achat de prestations de professionnalisation des formateurs de la Chambre des Métiers de Nouvelle-Aquitaine.

**Description des prestations :** La consultation a pour objet la mise en place de formation pour améliorer la qualité des formations diffusées par les enseignants de la CMA Nouvelle Aquitaine.

---

## ARTICLE 2 - DUREE

---

L'accord cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification.

Le contrat pourra être reconduit tacitement une fois pour une période de 12 mois.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de la période initiale ou d'une reconduction ultérieure. Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

---

## ARTICLE 3 - PROCEDURE DE PASSATION

---

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est passé par procédure adaptée.

Conformément à l'article R. 2162-2 du code de la commande publique, l'accord-cadre mono-attributaire sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

**Nomenclature CPV pertinente :**

80530000-8 : Services de formation professionnelle (Code CPV principal)

---

## ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT

---

La consultation est allotie comme suit :

N ° Lot	Nom du lot	Montants minimum et maximum annuels	Montants minimum et maximum pour la durée totale du contrat (période de reconduction comprise)
01	Renforcement des pratiques d'animation de formation de formateurs	Minimum : 0 € HT Maximum : 70 000 € HT	Minimum : 0 € HT Maximum : 140 000 € HT
02	Intégration de pratiques de « FEST » dans de nouveaux modèles pédagogiques	Minimum : 0 € HT Maximum : 50 000 € HT	Minimum : 0 € HT Maximum : 100 000 € HT

---

## ARTICLE 5 - DOSSIER DE CONSULTATION

---

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Référence du marché : 2024-109

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

---

## ARTICLE 6 - ENVOI DES PROPOSITIONS

---

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

### **Transmission par voie électronique**

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, remettre, dans une enveloppe fermée, une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre sur support papier ou sur un support électronique (clé USB ou CD ROM). L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde devra comporter la mention « copie de sauvegarde » et devra être transmise dans les mêmes conditions de forme que l'offre électronique et impérativement avant l'expiration du délai de remise des offres à l'adresse suivante :

Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine  
46 rue du Général de Larminat  
33073 BORDEAUX

Faute de respecter ces dispositions, la copie de sauvegarde sera rejetée et ne pourra pas être examinée en cas de défaillance dans la transmission de la candidature ou de l'offre électronique.

---

## ARTICLE 7 - DELAI DE VALIDITE

---

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

Référence du marché : 2024-109

---

## **ARTICLE 8 - GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES**

---

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

---

## **ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE**

---

Le soumissionnaire indique dans son offre la part de l'accord-cadre qu'il a l'intention de sous-traiter ainsi que les sous-traitants proposés, si connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

---

## **ARTICLE 10 - PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE**

---

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat
1	Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

#### **Transmission de la candidature avec le document Unique de Marché Européen (DUME) :**

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés aux articles R2142-3, R2142-4 et R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME doit être transmis par voie électronique (eDUME).

#### **Marché à suivre pour compléter le DUME :**

- Rendez-vous sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Cliquez sur le bouton « entreprise »
- Cliquez sur « Créer un DUME »
- Complétez votre identifiant et votre pays et cliquez sur suivant.
- Parcourez le formulaire et répondez aux questions des différentes parties.
- L'acheteur autorise le candidat à déclarer qu'il satisfait aux conditions de participation, sans fournir d'informations particulières sur celles-ci en application de l'article R2143-4 du code de la commande publique. Dès lors, à la question « **Je souhaite remplir les critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation** » répondez « non ».

- Si vous satisfaites à l'ensemble des critères de sélection, cochez la case correspondante.
- Après avoir complété l'entièreté du formulaire, cliquez sur 'Aperçu' pour visualiser le formulaire. Ensuite, cliquez sur « finaliser ». Vous pourrez exporter le DUME en format PDF ou XML.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Les candidats devront donc fournir à l'appui du Document Unique de Marché Européen, les certificats des capacités économiques, financières et techniques mentionnées ci-dessus.

## **ARTICLE 11 - PRESENTATION DU DOSSIER D'OFFRE**

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

**Les candidats remettent un dossier d'offre distinct par lots auxquels ils répondent. Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots.**

N°	Description
1	L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.
2	Le Bordereau des prix unitaires du lot complété
3	Le Devis Quantitatif estimatif du lot complété
4	Le relevé d'identité bancaire

Référence du marché : 2024-109

5	Un cadre de mémoire technique complétée, éventuellement accompagnées des annexes du candidat.
6	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant

## ARTICLE 12 - VARIANTES – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

### Variante :

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces de l'accord-cadre. En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

### Prestations supplémentaires éventuelles :

L'accord-cadre ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

## ARTICLE 13 - CRITERES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

L'acheteur attribue l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution de l'accord-cadre. Les critères sont listés par ordre décroissant d'importance. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre la plus avantageuse suivant cette évaluation.

Les critères sont identiques pour les deux lots :

N°	Description	Pondération
<b>1</b>	<b>Prix des prestations (détail quantitatif estimatif)</b>	<b>60</b>
<b>2</b>	<b>Valeur technique (cadre de mémoire technique)</b>	<b>40</b>
2.1	Qualité pédagogique de la formation	30
2.1.1	<i>Précisions sur le contenu pédagogique</i>	10
2.1.2	<i>Précisions sur le déroulé des formations</i>	5
2.1.3	<i>Qualité et variété des supports de formation</i>	4
2.1.4	<i>Moyens matériels pédagogiques mis en œuvre pour assurer les formations</i>	3
2.1.5	<i>Modalités d'animation des formations et méthodes pédagogiques utilisées</i>	8
2.2	Organisation et moyens humains dédiés au marché pour exécuter les prestations, et pour s'assurer de l'adéquation vis-à-vis du public visé en particulier	10
2.2.1	<i>Décrire l'organisation mise en place pour administrer les formations liées au marché</i>	2
2.2.2	<i>Préciser comment sont entretenues et développées les compétences des formateurs</i>	2
2.2.3	<i>Préciser l'expérience relative au public visé</i>	3
2.2.4	<i>Qualité des intervenants au regard des cv</i>	3
Pondération totale des critères d'attribution :		<b>100</b>

### Système de notation :

#### CRITERE PRIX :

L'offre la plus basse obtient la note de 10.

Soit Mbasse le montant de l'offre la plus basse

Soit Mn le montant de l'offre à noter

Note sur 10 de l'offre à noter =  $(10 \times \text{Mbasse} / \text{Mn})$

Les notes obtenues via cette formule seront ensuite multipliées par le coefficient de pondération fixé.

### **AUTRES CRITERES ET SOUS-CRITERES :**

La proposition sera notée selon la fourchette de notation suivante puis pondérée selon le poids du critère/sous-critère :

10	La proposition répond de manière <b>très satisfaisante</b> à toutes les exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat.
8	La proposition répond de manière <b>satisfaisante</b> à toutes les exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat.
6	La proposition répond <b>moyennement</b> aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat.
4	La proposition répond <b>assez moyennement</b> aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat.
2	La proposition répond de manière <b>lacunaire</b> à certaines exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat.
0	La proposition répond <b>insuffisamment</b> par manque d'éléments d'appréciation aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser le contrat.

### **NÉGOCIATION :**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité d'engager des négociations avec les trois meilleurs candidats ayant remis une offre, dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.

A l'issue des négociations, après confirmation par le candidat des modifications éventuelles de son offre, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères pondérés définis précédemment. La négociation s'effectuera soit par un échange de courrier dématérialisé soit par une ou plusieurs réunion(s) de négociation.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

---

## **ARTICLE 14 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

---

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
  - Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
  - Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.
- Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire de l'accord-cadre de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

---

## **ARTICLE 15 - PERSONNES A CONTACTER POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

---

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pendant la consultation, les candidats devront faire parvenir leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du maître d'ouvrage, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Référence du marché : 2024-109



---

## ARTICLE 16 - LITIGES ET DIFFERENDS

---

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux

Tél. : 0556993800

Fax : 0556243903

Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

CCIRA de Bordeaux

Tél. : 0555122047

Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr